



SOURCE DE BONNEVAL LES BAINS
INDIVISION
Famille DEVILLE
Famille DAVID-VAUDEY

Mairie de Bourg St Maurice
Monsieur le Maire
1 Place Marcel Gaimard

73700 BOURG ST MAURICE

RECOMMANDE AR

Objet :
Urbanisme

COMMUNE DE BOURG ST MAURICE LES ARCS
Cours : PA 1943/2024
AFFRIMÉ LE 23 JUL. 2024
Tr. en : O. bu
Pour information (conc.) N. le Hanc
Pour information (services) E. Fraysse
DGS

Gilly sur Isère,
Le 19 Juillet 2024

C. Chetelat

Monsieur le maire,

Nous constatons qu'à minima un permis de construire a été obtenu : de plus, un permis précaire -NPX- a été accordé et doit donc, comme le précise la loi, faire l'objet d'une démolition sans aucune alternative.

Nous avons aussi constaté par le suivi de constructions, que des démolitions de bâtiments ont été réalisées, (hôtel, piscine avec local en sous-sol), et ce sans que les propriétaires des terrains concernés (parcelles BONNEVAL LES BAINS - A 832 / 833 / 834 / 835) n'aient jamais donné un quelconque accord ni oral, ni par écrit.

Vos services à la demande exclusive et sans droit de la SAS BONNEVAL ÉMERGENCE ont laissé détruire des biens de grande valeur. Aucun document ou demande n'étant notifiés aux seuls légitimes propriétaires que je représente.

Notre préjudice se chiffre en dizaine de millions d'euros. Tous les éléments ci-dessus allégués sont prouvables et vérifiables et ont fait l'objet de sommations interpellatives qui les confirment.

La rencontre du 16 juillet 2024 (15h20) avec les personnes chargées de l'information sur la future révision du PLU à la maison des projets nous inquiète puisqu'il semble ressortir, que non seulement, nous avons perdu d'une manière définitive des constructions pouvant parfaitement être réhabilitées et qui de plus étaient parfaitement pérennes. Il semble devoir s'ajouter un nouveau changement de zonage qui verrait les parcelles A 834 et 835 situées en zone NH pour vos services (Zone NB pour le cadastre qui nous facture les taxes foncières) donc constructibles, en zone N (non constructibles) : cette perte viendrait s'ajouter à celles que nous avons fait estimer par expertise.

A titre purement informatif, nous vous signalons qu'une plainte avec constitution "partie civile" a été déposée : cette plainte exposant diverses malversations en relation avec la société BONNEVAL ÉMERGENCE est en cours d'instruction.

.../...



SOURCE DE BONNEVAL LES BAINS
INDIVISION
Famille DEVILLE
Famille DAVID-VAUDEY

Dans ce contexte très circonstancié, pouvez-vous nous faire parvenir l'ensemble des documents, dont "nos autorisations d'agir", qui auraient dû être, ou, ont été produits par BONNEVAL ÉMERGENCE concernant toutes ces "affaires". Nous sommes face à un ensemble de tromperies qui mettent en jeu les documents administratifs ayant obtenus vos signatures pour notamment - permis de construire dont un précaire - permis de démolir - etc...

Il vous est parfaitement compréhensible que toute décision à venir concernant nos terrains ne pourra être soustraite à l'autorisation des seuls et légitimes propriétaires.
Nous sommes très attentifs depuis la révélation des actions récentes et en cours pilotées par BONNEVAL EMERGENCE.

Pour la bonne règle, nous vous laissons le soin de transmettre la présente au commissaire enquêteur chargé de l'instruction du nouveau PLU puisqu'il nous a été indiqué, qu'un permis de construire a été demandé et refusé en remplacement du permis précaire, mais qu'une autorisation a été délivrée par la CDMPS dans le cadre d'une demande "STECAL" : ces demandes faites par BONNEVAL EMERGENCE n'ont fait l'objet d'aucune demande aux propriétaires.

Dans l'attente de la suite donnée à notre demande,

Nous vous prions de croire, Monsieur le Maire, en nos respectueuses salutations.

HENRI DEVILLE